

Brochure n° 3133

Convention collective nationale

IDCC : 953. – **CHARCUTERIE DE DÉTAIL**

■ *Journal officiel* du 6 février 2010

Arrêté du 29 janvier 2010 portant extension d'avenants à la convention collective nationale de la charcuterie de détail (n° 953)

NOR : MTST1002974A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 6 juin 1978 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 22 décembre 2009, portant extension de la convention collective nationale de la charcuterie de détail du 1^{er} décembre 1977 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant n° 6 du 7 juillet 2009, relatif à la période d'essai, à la convention collective susvisée ;

Vu l'avenant n° 7 du 7 juillet 2009, relatif au préavis, à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension formulée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 20 novembre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du 22 janvier 2010,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la charcuterie de détail du 1^{er} décembre 1977, tel que modifié par l'avenant n° 113 du 4 avril 2007 portant réécriture de la convention collective nationale de la charcuterie de détail, les dispositions de :

- l'avenant n° 6 du 7 juillet 2009 relatif à la période d'essai, à la convention collective susvisée.

L'article 10, alinéa 2 de la convention collective nationale, tel que modifié par l'article 1^{er} de l'avenant n° 6, est étendu sous réserve du respect des dispositions de l'article L. 1221-23 du code du travail ;

- l'avenant n° 7 du 7 juillet 2009 relatif au préavis, à la convention collective susvisée.

L'article 12-2 de la convention collective nationale, tel que modifié par l'article 1^{er} de l'avenant n° 7, est étendu sous réserve du respect des dispositions de l'article L. 1234-1 du code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des avenants susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits avenants.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 janvier 2010.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Les textes des avenants susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/43, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7^e).